

CIBLE

Scandale

Le déclin du Front national a fait disparaître du débat politique la fausse « question de l'immigration » et les fantasmes racialisants. Il est clair, désormais, que notre principal problème est d'ordre social, et que la lutte politique oppose les bénéficiaires et les complices de l'ultra-libéralisme aux innombrables victimes de cette idéologie et des pratiques qu'elle inspire.

Mais le combat contre la xénophobie rampante ne doit pas cesser pour autant. Ainsi, les anciens combattants marocains (ceux de Monte Cassino, du débarquement de Provence) venus à Bordeaux toucher le minimum vieillesse auquel la « loi Chevènement » de 1998 leur donne droit, sont victimes du pointillisme bureaucratique. Selon son habitude, le gouvernement reste inerte et condamne ces héros à survivre dans des conditions indignes.

Fruit de l'indifférence et du mépris, ce scandale doit immédiatement cesser. Mais le retour à une décence minimale ne suffira pas. Il faut, comme l'a demandé la Nouvelle Action royaliste lors de son dernier congrès, que les pensions militaires des anciens combattants de l'Union française soient substantiellement relevées.

JOSPIN

Le tournant libéral

Scientologie

**Le bel avenir
des sectes**

p.2

Hégémonie

**Face aux
États-Unis**

p. 12

Le bel avenir des sectes

On n'en finirait pas d'énumérer les hésitations et les tolérances que l'État entretient vis-à-vis des sectes. Ce n'est pas un hasard si la Scientologie, la plus mercantile et la plus américaine d'entre-elles, fait l'actualité.

Les sectes prospèrent sur le recul de l'État.

Une nouvelle fois, la Scientologie occupe le devant de l'actualité. Malgré un procès retentissant à Lyon en 1997 (qui n'a pas changé grand-chose dans l'attitude de nos gouvernants envers cette organisation, sauf la création de la Mission interministérielle de lutte contre les sectes, présidée par Alain Vivien), les sectes n'ont rien perdu de leur dangerosité.

Plus que jamais, le développement des sectes demeure le symptôme du malaise d'une société. C'est la misère, le chômage, la solitude, les atteintes à l'environnement ou la complexité sans cesse croissante de la vie quotidienne qui alimentent le fond de commerce des mouvements sectaires.

Evidences

Sur le point de la Scientologie, il importe de rappeler quelques vérités :

- **Oui, la Scientologie est une secte dangereuse pour**

les individus qui s'y laissent prendre, et pour leurs familles.

- **Oui, la Scientologie est un pur produit de la société américaine** et porte en elle les mêmes valeurs : individualisation, culpabilisation, transparence mentale, sublimation de l'entreprise, marchandisation de toutes choses, recherche de la performance et goût de l'argent ; valeurs toutes ultra-libérales et totalement étrangères aux principes de nos démocraties.

- **Oui, les sectes ont changé** lors de ces dernières années. Comme le souligne un récent rapport parlementaire sur leur situation financière (1) : « *le phénomène sectaire a perdu en spiritualisme ce qu'il a gagné en mercantilisme et sa nocivité s'en est accrue d'autant* ». Les sectes prospèrent aujourd'hui parmi les populations défavorisées, mais aussi parmi les cadres des entreprises, saoulés d'injonctions de performance.

- **Oui, il serait malvenu d'interdire la Scientologie :**

les libertés d'opinion et d'association sont des biens trop précieux pour les saper au gré des circonstances. Les dispositifs actuels du droit français sont largement suffisants pour barrer durablement la route aux organisations sectaires.

Laisser faire

Mais encore faudrait-il que ces dispositifs soient appliqués avec la même sévérité que pour le reste des justiciables : Il est inadmissible que la Scientologie laisse des ardoises fiscales de plusieurs dizaines de millions de francs (2) sans que le fisc ne juge utile de les réclamer ; il est inadmissible également que les procédures qui concernent la secte durent si longtemps : on ne nous fera pas croire que dix ans d'instruction étaient nécessaires pour le procès actuellement en cours.

Par ailleurs, la position des administrations envers la Scientologie est bien loin d'être homogène. Les diver-

gences (notamment préfectorales) sont lamentables et ne prouvent que l'absence de toute instruction gouvernementale et la vacance politique.

Enfin et surtout, les pressions du Département d'État américain (en particulier celles de Mme Albright) en faveur de la Scientologie sont tout aussi intolérables, et plus encore que les autorités françaises n'y répondent pas officiellement. Il est pourtant clair que la secte tentaculaire est directement instrumentée par la diplomatie américaine. A laisser faire, à désarmer systématiquement l'État des moyens qui sont les siens, à laisser le champ libre à toutes les forces d'argent, à abandonner les citoyens de France au bon vouloir des patrons, de la finance et des aigrefins, le Gouvernement ne récolte que ce qu'il a semé.

Coupables surtout d'avoir renoncé à changer le monde, ayant admis que des conditions de vie intolérables (chômage, exploitation des salariés...) puissent être le quotidien sans espoir des Français, nos gouvernants ne doivent pas s'étonner de l'infiltration de scientologues dans les rouages administratifs : ils agissent, eux...

Paul GILLES

(1) Rapport fait au nom de la Commission d'enquête sur la situation financière, patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers. Rapport enregistré le 10 juin 1999.

(2) 140 millions de francs restent dus, selon les parlementaires, pour des activités commerciales qui remontent aux années 80.

Un yen pas très zen

La hausse de la monnaie japonaise, qui augmente les risques de krach boursier, illustre l'instabilité structurelle des « marchés », et interdit tout optimisme quant à la croissance annoncée de l'économie mondiale. Autrement dit, ce qui va mieux peut faire très mal.

Pendant l'été, les bonnes nouvelles arrivaient comme les cartes postales des pays ensoleillés. Les pays émergents ré-émergeaient. La France était au centre du « cercle vertueux ». Et surtout, le Japon sortait de la crise qui nous avait tant inquiété l'automne dernier.

Ambiance Zen, donc. Jusqu'à la hausse du yen qui a dissipé l'euphorie et révélé une situation confuse : le FMI prévoit que la croissance mondiale sera de 3,5 % l'année prochaine, mais les marchés émergents d'Asie ne connaissent qu'une très fragile reprise, la bourse de New-York est au bord de l'infarcissement, la dette américaine, monstrueuse, inquiète les « marchés » et le problème des changes risque de tout faire sauter.

Pourtant, rien n'est sans raison. C'est tout simplement la reprise attendue de l'économie japonaise qui a déclenché la hausse du yen par rapport au dollar et à l'euro. Or la flamme de la monnaie japonaise est inquiétante à deux points de vue :

- une monnaie forte décourage les exportations, ce qui compromet la relance espérée de l'économie japonaise qui souffre d'une faible demande intérieure.

- La hausse de la devise nipponne attire les capitaux au Japon, et ce mouvement déstabilise les marchés financiers d'Europe et des États-Unis. Le risque majeur se trouve aux États-Unis, car nul n'ignore que ce sont les capitaux étrangers, japonais tout particulièrement, qui assurent le financement de la dette américaine. Si les Japonais rapatrient leurs capitaux, une violente crise financière ne pourra pas être évitée.

La situation est d'autant plus grave que l'attentisme prévaut.

Celui de la Banque japonaise qui refuse d'assouplir sa politique monétaire pour réinjecter des liquidités dans l'économie et déclencher ainsi un processus d'inflation contrôlée qui rendrait moins attrayants les placements financiers.

Celui des financiers du G7, réunis le 25 septembre : des interventions coordonnées pour faire baisser le yen n'ont même pas été discutées, et l'on s'est contenté de bonnes paroles et de louables déclarations d'intention, qui masquent le l'inertie des pouvoirs publics et des responsables internationaux. Le jospinisme n'est qu'un cas particulier de l'impuissance mondialisée.

Jacques BLANGY

Protester contre soi-même

Depuis un an, certains ministres, et non des moindres, appellent les citoyens à manifester alors que le gouvernement auxquels ils appartiennent est le premier responsable du mécontentement populaire. Inconséquence ou tentative de diversion ?

Il y a bientôt un an, face au mouvement des lycéens, Claude Allègre déclarait qu'il se verrait bien prendre la tête des manifestations. Le citoyen Allègre en lutte contre le ministre Allègre, c'était nouveau. Cet été, on a entendu le ministre de l'Agriculture encourager publiquement les manifestations organisées par la FNSEA. La forme est inédite, mais le procédé classique : les manifestations et les saccages organisés par la FNSEA (dont les instigateurs ne sont jamais inquiétés, à la différence des animateurs de la Confédération paysanne) servent de préludes à des compromis passés en coulisses. Puis c'est Lionel Jospin qui a souhaité que le personnel de Michelin fasse entendre son mécontentement. Le Parti socialiste semblait même disposé à participer à une manifestation contre le chômage, dont l'idée a été lancée par Robert Hue lors de la fête de L'Humanité, alors que le gouvernement est le premier responsable, par ses choix monétaires et budgétaires, du sous-emploi.

Le paradoxe a vite tourné à la confusion. Les syndicats font la moue, les socialistes et les Verts se défilent. Seul le Parti communiste rêve ouvertement de prendre la tête du mouvement social (« Nous

sommes tous des Michelin ») tout en affirmant que « c'est une manifestation contre la dictature patronale et en direction du gouvernement pour qu'il prenne des mesures ». Ce charabia montre que le Parti communiste, malgré son activisme soudain, reste dans la même contradiction que ses partenaires : il déplore et condamne ce que les ministres communistes acceptent et entérinent depuis 1997. On se doute que Robert Hue obtiendra des amendements parlementaires (pénalités pour les entreprises prospères qui licencient, mesures contre le travail précaire) qui lui permettront de manifester sans rien obtenir d'important, mais en sauvant la face.

Le procédé n'abusera personne. Il ne saurait empêcher de participer à la manifestation du 16 octobre, afin de contribuer à la radicalisation de la lutte contre le gouvernement des ralliés à l'ultra-libéralisme.

Annette DELRANCK

Faites connaître
Royaliste
à vos amis :
offrez-leur un
abonnement d'essai

3 mois = 25 F

royaliste
B-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Le bel avenir des sectes - p.3 : Un yen pas très zen - Protester contre soi-même - p.4 : Comment les patrons récupèrent nos impôts - NON ! - p.5 : Made in China - p.6/7 : Apostrophe à André Gauron - p.8 : L'enseignement de l'ignorance - p.9 : La refondation du monde - p.10 : Héroïque bataille - Le temps de l'aveuglement - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Face aux États-Unis.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01 42 97 42 57
Télécopie : 01 42 96 05 53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

NON !

Comment les patrons récupèrent nos impôts

Un réseau intitulé *Chiennes de garde* s'organise pour soutenir les femmes politiques victimes d'injures sexistes, et dénoncer publiquement ceux qui les profèrent. Un collectif dénommé *Égalité* fait campagne pour le boycott de TF1 accusé de ne pas mettre à l'antenne de présentateurs noirs, alors que la population française est « multiraciale », et réclame l'introduction de quotas par « communautés ».

Hostiles au sexisme et au racisme, nous refusons d'entrer dans le jeu de groupes qui prétendent s'exprimer au nom de prétendues communautés sexuelles ou raciales. Ceci au nom de la tradition de notre nation, qui ne reconnaît pas les particularismes « ethniques » et biologiques, mais des êtres humains et des citoyens.

D'un point de vue pratique, il est évident que l'organisation d'un groupe féministe d'auto-défense entraînera la création d'autres groupes de même nature. Il est non moins évident que des quotas aboutiraient à la constitution de groupes de pression qui rivaliseraient pour obtenir la représentativité maximale. Dans les deux cas, l'injustice sera maximale. Les *Chiennes de garde* ont-elles pris la défense de madame Boutin, régulièrement insultée pour ses positions anti-Pacs, et de mesdames Megret et Stirbois, bassement agressées dans les médias ?

Aux États-Unis, le *politiquement correct* conduit à la dictature de l'intolérance et de la bêtise partout où il s'exerce. N'entrons pas sur cette voie. Faisons simplement et fermement appliquer la loi.

Maria DA SILVA

Du début à la fin de l'été, les patrons du MEDEF ont constamment sollicité l'opinion publique sur la question de la pression fiscale. Dans ce « débat » toujours à sens unique, et qui conclut invariablement que le pays paye « trop de charges », un document pourtant primordial est passé à peu près inaperçu : Il s'agit d'un rapport d'une commission d'enquête parlementaire sur les subventions que touchent les grands groupes et les grandes entreprises (1).

C'est une enquête courageuse à laquelle se sont livrés les députés. Si ceux de « l'opposition RPR-UDF n'y ont lu que l'apologie d'un discours communiste d'un autre temps », ils ont aussi oublié d'avouer qu'aucune évaluation des aides accordées aux entreprises n'a jamais été réalisée par aucun gouvernement, ce qui relèverait pourtant d'une bonne gestion de l'État : la question est « taboue », et le système très opaque prolifère dans une belle anarchie.

Des formes multiples

Ces aides aux entreprises peuvent prendre des formes très multiples : aides budgétaires, déductions fiscales ou même aides en nature (prêts d'équipements, formations de personnels, etc.). Toutes les collectivités en accordent, depuis les communes jusqu'à l'Union européenne, avec des objectifs les plus divers et qui sont tout à fait louables, tels que l'aménagement du territoire, le développement de la recherche, l'aide à l'emploi, etc.

Le rapport rappelle utilement que ces aides existent dans toutes les économies développées du monde, y compris (voire surtout...) dans les pays qui prônent le libéralisme le

plus échevelé. Mais pour le cas de la France, il révèle au grand jour le grand écart profondément choquant entre le discours vindicatif et pleurnichard des responsables du MEDEF, et la pratique de sollicitation systématique et organisée de la manne publique par les patrons des grandes entreprises.

D'abord le montant donne le tournis. Les rapporteurs ont estimé que plus de 300 milliards (au moins...) sont chaque année distribués aux entreprises françaises par l'État, les collectivités locales et l'Union européenne. A titre de comparaison, c'est grosso modo ce que rapporte l'impôt sur le revenu chaque année (315 milliards de francs pour 1999).

Ensuite, le système fonctionne dans la plus totale injustice, car les grandes entreprises en sont les seules bénéficiaires : « les aides destinées spécifiquement aux PME sont marginales : l'essentiel des aides va mécaniquement aux grandes entreprises. Les crédits mobilisés par les différents plans-emplois leur ont été principalement destinés. Les grands groupes apparaissent comme les principaux bénéficiaires des aides publiques à la recherche ». En clair, les petits entrepreneurs paient leurs charges plein pot

et les gros gardent pour eux tout le pactole ; les plus subventionnés étant ceux qui protestent le plus fort sur « les excès de prélèvements obligatoires ».

Le rapport établit clairement les pressions exercées sur les collectivités locales afin qu'elles accordent des subventions contre de vagues promesses d'emplois : « Pour certaines aides à l'investissement (...) des entreprises ont même exigé une intervention, faisant de telle subvention par exemple une condition de leur implantation (...). Il arrive fréquemment qu'elles fassent jouer la concurrence entre plusieurs localisations ».

Une utilité incertaine

Les énormes aides accordées aux entreprises dans le cadre des lois sur les 35 heures vont encore gonfler le pactole, (et M. Seillière continue de se plaindre !). Et le plus fort, c'est que personne n'est d'ailleurs bien sûr que ces aides aient au final un effet souhaité pour la collectivité. Même Francis Mer, PDG d'Usinor s'interroge lors des auditions : « Je ne suis pas convaincu que ces subventions soient efficaces, y compris celles qui concernent l'emploi ».

Un petit rappel : depuis 1990, Usinor a supprimé 40 000 postes. L'entreprise a enregistré 2 milliards de profit en 1997, puis en 1998... et touché 800 millions de subventions publiques...

Paul GILLES

(1) « Face aux grands groupes : quelle politique pour l'emploi et les territoires ? ». Le document est disponible sous forme de Cédérom auprès du Kiosque de l'Assemblée nationale ou de livre (4 volumes au prix franco de 225 F).

Made in China

La Chine populaire a cinquante ans le 1^{er} octobre. Elle représente la seule grande masse qui paraît susceptible de faire face à l'hégémonie américaine sur le globe. A tort ou à raison ? Et comment la France - et l'Europe - se situent-ils dans ce grand débat ?

La relation sino-américaine sera un facteur dominant des prochaines années. Une politique étrangère européenne peut imaginer s'insérer en tiers dans ce dialogue qui peut tourner soit au duopole soit à l'affrontement. Cependant une telle représentation emprunte trop - même si la Chine est toujours communiste - aux schémas traditionnels de la guerre froide.

Certains Américains, et non des moindres, sont toujours obnubilés par la guerre du Viêt-nam voire par la question datant de 1949 : qui a perdu la Chine ? Robert McNamara, ministre de la Défense de Kennedy et Johnson, n'en finit pas de s'interroger rétrospectivement sur ce qu'il aurait fallu faire au Viêt-nam. Une remise en perspective est en cours. Certains pensent qu'un accord politique aurait été possible, d'autres que la guerre n'était pas nécessairement vouée à l'échec. De même pour la victoire de Mao sur Tchang, soit que Tchang Kaï-Chek aurait pu ne pas perdre dans ces conditions, soit que les Américains auraient pu s'entendre avec Mao Zedong.

L'hebdomadaire américain *Newsweek* titre son numéro consacré à cet anniversaire sur le « rêve américain » de Mao. Le grand timonier n'aurait jamais été qu'un amoureux déçu de l'Amérique. La réconciliation de 1972 avec Nixon, conçue par Kissinger comme une sorte d'alliance de revers contre l'Union soviétique et aussi une façon de se sortir du

n'appartient qu'à eux.

La relation entre l'Europe et la Chine ne peut rivaliser avec la relation sino-américaine. Après le retrait de Hong-Kong puis à la fin de l'année de Macau, il y a désormais peu de relais de l'un vers l'autre. La France et la Chine ont néanmoins une relation particulière qui sera sans nul doute réaffirmée lors de la visite annoncée du président Jiang Zemin à Paris en octobre. Comme dernières puissances nucléaires, comme derniers membres permanents admis au Conseil de sécurité, elles ont partagé une certaine solidarité. Ces deux éléments sont actuellement sur le déclin : la Chine fait peu de cas des Nations-Unies au moment où nous nous y sommes investis et Pékin a continué de doper son potentiel stratégique alors que nous nous interrogeons sur le nôtre. C'est que les dirigeants chinois se sont recentrés et ne nourrissent plus d'ambition « internationaliste » alors que nous avons besoin de nous projeter dans les institutions multilatérales et le maintien de la paix pour continuer à exister internationalement.

Si nous sommes un élément dans le jeu sino-américain, ce ne sera pas par rapport à la Chine ou à la Russie, à travers le continent européen, ni dans un illusoire jeu global, mais à travers le continent américain, en suivant la vieille route des Indes de Christophe Colomb et non celle de Vasco de Gama. Si l'Europe existe face aux États-Unis, elle obligera Washington à ne pas regarder trop exclusivement vers le Pacifique. Du même coup, elle obligera Pékin, qui ne connaît que les rapports de force, à s'intéresser à elle.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **TONGA** - La 54^e session de l'Assemblée générale de l'ONU s'est ouverte le 14 septembre à New York. Trois nouveaux États ont été admis comme nouveaux membres. Il s'agit de trois petits groupes d'îles du Pacifique sud : la République de Kiribati, la République de Nauru et le royaume de Tonga, ce qui porte à 188 le nombre des États membres des Nations Unies. Le royaume de Tonga est composé de près de 150 îles et compte 100 000 habitants. Son roi Tupou IV est âgé de plus de quatre-vingt ans et règne depuis près de 35 ans.

♦ **BELGIQUE** - Le 19 septembre le *Moniteur Belge* publiait l'arrêté royal autorisant le prince Philippe, duc de Brabant à épouser Mathilde d'Udekem d'Acoz. La Constitution belge en effet prévoit que le mariage du prince héritier soit soumis à l'approbation royale. C'est avec une grande joie, et aussi avec une certaine surprise, que les Belges, profondément attachés à leur famille royale, ont appris que le prince Philippe, 39 ans, avait décidé d'épouser le 4 décembre prochain cette fiancée inconnue d'eux, âgée de 26 ans qu'il fréquentait depuis trois ans déjà. La future reine fait l'unanimité. Sa pratique courante du néerlandais comme du français et sa double origine familiale wallonne et flamande plaident pour elle dans une Belgique multiculturelle.

♦ **DIANA-MANIA** - L'Assam, État reculé et en grande partie tribal, coincé entre le Bhoutan et le Bangladesh, est plus connu pour son thé et ses groupes de guérilla séparatistes que pour être un bastion de la Diana-mania. Pourtant c'est là qu'un théâtre itinérant joue une pièce de près de trois heures racontant la vie de la princesse blonde, depuis son mariage de conte de fée jusqu'au tragique accident de la circulation de Paris en passant par ses dépressions boulimiques et ses aventures extracônjugales. La troupe Abahan joue deux fois par jour, depuis début septembre, devant des salles bondées (plus de 1500 spectateurs par jour) et la tournée ne s'achèvera qu'au mois d'avril...

♦ **YUGOSLAVIE** - Début septembre, devant les membres du Congrès pour l'Unité de la Serbie, réunis en convention à Cleveland (États-Unis), le prince Alexandre de Yougoslavie a adressé une sévère mise en garde aux opposants : « Je demande fermement l'unité de l'opposition et que cessent ces jeux insignifiants et ces bouffonneries de prima donna. Notre peuple mérite des hommes politiques adultes qui mettent les intérêts des citoyens au premier plan. Je demande aussi que tous les Serbes de la diaspora fassent aussi pression pour que l'unité de l'opposition se fasse, parce que seule l'unité des forces de progrès pour le changement sera capable de renverser le régime qui pour l'instant nous détruit tous, et de le jeter dehors ».

Apostrophe à André Gauron

Peu de semaines séparent l'euphorique « université d'été » du Parti socialiste de la piteuse prestation télévisée du 13

septembre où l'on vit le Premier ministre dire, face au scandale des licenciements chez Michelin, son impuissance face aux mécaniques folles du Marché. Entre les deux événements, le passage du gouvernement à une « deuxième étape » de son action fut présentée par des propagandistes plus ou moins déclarés. Sylvie Fernoy répond ici à notre ami André Gauron, interprète inattendu mais talentueux des mots d'ordre de Lionel Jospin.

Critique lucide et sévère de la prétendue lutte contre le chômage et des conséquences de la construction européenne (1), André Gauron, qui s'est souvent exprimé dans nos colonnes et dans nos réunions, a présenté sans la moindre réserve « le nouveau visage du socialisme » dans une tribune de *Libération* (6 septembre) que j'ai lue avec étonnement.

Pourquoi ce manque de distance à l'égard des slogans entérinés par un homme qui, nous le savons lui et moi, n'a jamais eu de pensée - mais seulement une ambition. Pourquoi cette adhésion à des présupposés idéologiques (l'effacement de l'État, l'économie de marché) que notre ami récusait selon une conviction socialiste qui nous paraissait cohérente ? La réponse lui appartient.

Pour la provoquer, tentons une brève critique de cet article qui constitue le meilleur des argumentaires jusqu'ici publiés en faveur du tournant néo-libéral des socialistes. Tout l'effort d'André Gauron consiste à inscrire le jospinisme dans une perspective historique : celle de la « parenthèse » ouverte en 1983 (la rigueur selon Jacques Delors), que les socialistes seraient en train de fermer : celle de la bataille victorieuse contre l'inflation et de la « modernisation » de l'éco-

nomie, au cours de laquelle la gauche a fait son « *aggiornamento* », notamment sur « l'euro, la stabilité monétaire et la dépense publique ». La gauche, qui « *admet l'économie de marché, mais refuse la société de marché* », et qui vise au « plein emploi » serait en mesure de retrouver une identité et de proposer une « *nouvelle alliance entre exclus, classes populaires et classes moyennes* » qui se nouera dans la lutte contre l'exclusion et dans la défense de l'universalité de la protection sociale.

Tel est l'axe de la démonstration, qui s'accompagne de divers exemples que je laisse délibérément de côté (nous reviendrons dans d'autres articles sur la fiscalité et sur les dispositifs de « solidarité ») afin de poser à André Gauron les questions graves et pressantes que suscite le programme jospinien.

Quant à la démocratie. Parmi les rédacteurs du programme socialiste, parmi les candidats des élections de 1997, personne n'a averti le peuple français que le parti de Lionel Jospin se donnait pour mission de terminer l'*aggiornamento* socialiste en entérinant le Pacte de Stabilité et de Croissance européen, la norme de l'équilibre budgétaire et les privatisations forcées. Au contraire, les socialistes voulaient défendre les services publics, entendaient substituer au Pacte de Stabilité un

« *pacte de solidarité et de croissance* », annonçaient des augmentations de salaires et envisageaient de nouvelles nationalisations (2). Comme Jacques Chirac, Lionel Jospin n'a que mépris pour le peuple et pour ceux qui ont cru en lui.

Quant à la vertu. Doit-on se féliciter que la « première étape » du gouvernement ait été caractérisée par une succession de reniements, inscrits dans un mensonge global sur le sens de leur démarche ? Des militants socialistes ont été trompés. Des électeurs ont été abusés. Il faudra que MM. Jospin et Hollande s'en expliquent, et d'autant plus clairement que le mensonge semble avoir été prémédité : s'il s'agissait de terminer l'*aggiornamento* dont parle André Gauron, la décision n'a pas été prise après la victoire socialiste de 1997, mais bien avant. Dès lors, comment croire à l'honnêteté, à la transparence, à l'intégrité, en un mot à la vertu de Lionel Jospin, l'homme qui semble bien avoir menti sur son passé (de « taupe » trotskiste) et sur son programme ?

Quant à l'histoire. André Gauron note que « *l'État dirigiste ne fait plus recette, même si la tentation colbertiste resurgit de temps à autre, et pas seulement à gauche* ». Que notre ami s'éloigne de ses convictions socialistes, c'est son affaire. Mais le rôle dévolu à l'État dans le déve-

loppement économique et social n'est pas seulement un aspect de la doctrine socialiste : le tournant libéral de Lionel Jospin entraîne la liquidation du projet industriel de la nation - dénigré sous l'étiquette infamante de colbertisme par des gens qui ignorent l'œuvre de Colbert (3) - mais aussi la liquidation du gaullisme et, plus largement, de l'idéal de la Résistance qui inspire le Préambule de 1946.

Comme ce Préambule fait partie de notre Bloc de constitutionnalité (autrement dit, les principes fondamentaux de la République), le programme jospinien est manifestement subversif de notre droit et des valeurs qui le fondent.

Quant à la philosophie politique. Le slogan qui consiste à opposer « société de marché » et « économie de marché » est absurde :

- L'économie par définition est un phénomène social, elle constitue un des aspects de la société humaine, et prend des formes singulières dans les diverses sociétés, selon les valeurs que les peuples reçoivent ou se donnent.

- L'économie dite de marché est fondée sur une idéologie qui récuse radicalement la justice sociale. Accepter le « marché », c'est mettre la justice en péril.

- Dans ses formes extrêmes (l'ultra-libéralisme) l'idéologie du marché réduit les êtres humains à l'état de marchandise : réduction des travailleurs à l'état de machines, prostitution, vente par les mannequins de leur visage et de leur corps aux publicitaires, normalisation des esprits afin que la production culturelle (livres, cinéma) réponde aux attentes supposées du marché.

Il n'y a pas à choisir : ayant admis l'économie de marché nous sommes entrés dans la société de marché. Ce que savent, par exemple, les étudiants qui servent de cobayes dans les hôpitaux, les femmes astreintes au travail de nuit, et tous les travailleurs qui sont payés au noir. Quiconque tente de transformer un slogan en concept fait preuve de naïveté, ou d'hypocrisie : misère de la « communication ».

Quant à l'économie elle-même. Comment faire l'impasse sur les conséquences désastreuses du monétarisme, et sur le caractère destructeur

d'une « libre concurrence » érigée en principe absolu ? Je n'insiste pas, tant les dégâts (fermeture d'entreprises, chômage de masse) sont visibles.

Quant à l'intérêt de la nation. Comment André Gauron peut-il écrire que « *l'intérêt national est mieux garanti par l'application d'une règle de droit qui s'impose à tous les opérateurs - nationaux ou non, privés ou publics - que par Mécano colbertiste* » au moment même où l'on s'aperçoit que la Société générale peut passer définitivement sous contrôle étranger, que la BNP est elle-même susceptible d'être rachetée, et que de très nombreuses firmes sont passées sous le contrôle des fonds de pension anglo-saxons ? Comment ne pas voir que le grand patronat français se moque de l'intérêt national comme de l'an quarante ? Pourquoi se donner la peine d'évoquer la règle de droit français, alors qu'on se réfugie, quelques lignes plus bas dans une vague allusion à une hypothétique régulation mondiale ?

Quant à l'intérêt des travailleurs. Il est clair qu'il a été délibérément sacrifié depuis l'arrivée de Lionel Jospin aux affaires. Le thème de la « nouvelle alliance » est destiné à faire oublier ce lâchage, mais il ne fera pas plus longtemps illusion que, voici un an, la belle envolée sur l'Europe social-démocrate. On ne lutte pas contre l'exclusion en acceptant un système ultra-concurrentiel qui est fondé sur l'exclusion, qui est en train de prolétarianiser une large fraction des classes moyennes, qui détruit le commerce indépendant et les entreprises petites ou moyennes. Allier les exclus et les ruinés ? De qui se moque-t-on ? Le gouvernement refuse de rétablir l'autorisation administrative de licenciement (pour autant promise) et Lionel Jospin a explicitement rejeté l'idée d'une taxation du travail précaire. Même la défense minimale des intérêts des travailleurs n'est plus assurée.

Quant au projet politique. Pour dévier la critique, pour prévenir la colère, pour intimider « les gens » on oppose une gauche qui défendra l'universalité de la protection sociale à une droite qui voudrait tout privatiser. Il s'agit

d'un chantage, aux termes duquel nous sommes mis en demeure de choisir entre deux solutions, la pire et la moins pire, à l'intérieur d'un système désastreux. Pétain ou Laval ? Staline ou Béria ? Les résistants au nazisme et les dissidents soviétiques rejetaient tout en bloc. Ils avaient raison. Ils ont gagné.

Quant à la psychopathologie. Lionel Jospin disait naguère (*Le Monde*, 11 janvier 1995) qu'on ne peut « *rester dans la schizophrénie* » qui consiste à « *prôner des politiques résolument libérales et à en déplorer, par ailleurs, les conséquences sociales* ». Devenu Premier ministre, l'ancien trotskiste vit cette division intime : il admet l'économie de marché, mais déplore les licenciements chez Michelin tout en déclarant qu'il ne fera rien pour y remédier. Je crains que l'identité socialiste ne soit en train de se construire sur ce mode schizophrénique. On chante *Bandiera Rossa*, *La Jeune Garde* et le *Chant des Canuts* le samedi soir, et on pactise avec des capitalistes caricaturaux le dimanche matin. Ce comportement de l'équipe au pouvoir, qui continue à citer Marx et Rosa Luxembourg, est littéralement affolant. J'aimerais que notre ami, à qui nous devons tant de fortes leçons de politique économique, ne soit pas victime, à son tour, d'un dédoublement de la personnalité. Nous restons, pour notre part, fidèles au projet libérateur qu'il résumait dans une phrase lapidaire : « *Libéralisme européen et libéralisme social, le retour au plein emploi se construira en rompant avec ces deux libéralismes* » (4). André Gauron lit-il toujours André Gauron ? Là est mon ultime question.

Sylvie FERNOY

(1) Voir notre entretien avec André Gauron dans *Royaliste* n° 631 et ses livres : « *Chômage demande traitement de choc* », Baland, 1994 (prix franco : 110 F), « *Le Malentendu européen* », Hachette, 1998, (prix franco : 140 F) ce dernier que j'ai présenté dans *Royaliste* n° 721.

(2) cf. l'article de Nicolas Lucas, « *Monsieur Jospin avait promis...* », *Royaliste* n° 730.

(3) cf. Aimé Richardt, « *Colbert et le colbertisme* » (prix franco : 139 F) présenté dans *Royaliste* n° 682 et l'entretien avec l'auteur dans *Royaliste* n° 694.

(4) André Gauron, « *Aux politiques qui prétendent réduire le chômage* », Baland, 1995, p. 145 (prix franco : 110 F).



♦ André Gauron aux Mercredis de la NAR en 1998.

♦ **HÉRITIERS** - Il y a actuellement en Europe dix monarchies instituées. Le nom et le visage de leurs sept souverains et trois souveraines sont plus ou moins bien connus de nos compatriotes. Mais après eux ? Qui sont les princes ou princesses qui sont appelés à leur succéder ? Quelles sont les règles qui président à leur désignation ? Quelle formation ont-ils reçue ? C'est à ce type de questions que répond l'ouvrage de Chantal de Badts. Très clair, bien documenté, accessible à tous, il donne la composition complète des Maisons régnantes, les règles dynastiques et une courte biographie de chaque héritier. Un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent aux monarchies européennes.

Chantal de Badts - « **Les dix princes héritiers des familles régnantes d'Europe** » - Ed. APD, collection Petit Gotha, 1999, 150 p. - prix franco : 134 F.

♦ **IMAGINAIRE** - Il fut un temps, jadis, où l'école apprenait aux petits Français l'histoire de leur pays au travers de la galerie de portraits des rois qui l'ont façonné. Mais quelle image les manuels de l'école élémentaire donnaient-ils de nos souverains ? Selon Claude Lelièvre qui a procédé à une étude exhaustive de ces manuels, la République s'est trouvée aux prises avec une contradiction insoluble : comment concilier le postulat selon lequel la royauté est nécessairement mauvaise avec la nécessité d'assumer le passé national afin d'instituer un État-nation ? L'auteur procède donc à une sorte de psychanalyse des manuels afin de mettre à jour l'inconscient historique qui s'y cache.

Claude Lelièvre - « **Les rois de France, enfants chéris de la République** » - Ed. Bartillat, 1999, 302 p. - prix franco : 141 F.

♦ **YUGOSLAVIE** - La dynastie royale des Karageorges qui régna sur la Serbie puis la Yougoslavie pendant un siècle et demi a trouvé son historiographe. L'auteur qui fut un ami proche de Pierre II, le dernier roi régnant, « contribue à dissiper les malentendus néfastes de la propagande insidieuse organisée par les ennemis de la Serbie et de la Yougoslavie, et de l'Europe en général et démystifie le rôle de Tito qui fut un véritable désastre pour la Yougoslavie [...] » comme l'écrit SAR Alexandre, prince héritier de Yougoslavie dans la préface de l'ouvrage. Agréablement écrit, abondamment illustré de plus de cent photos inédites, ce livre est aussi un plaidoyer pour le retour à une monarchie dont ce malheureux pays a aujourd'hui bien besoin.

Thomas Foran de Saint-Bar - « **Les Karageorges, rois de Serbie et de Yougoslavie** » - Ed. Christian, 1999, 160 p., relié toile - prix franco : 210 F.

L'enseignement de l'ignorance

L'Éducation nationale est-elle en proie à ce qu'on appelle, dans les entreprises, le *chaos-management* ? Loin de renvoyer à un climat de pagaille ou d'improvisation hasardeuse, cette étrange formule désigne un projet précis et conscient : soumettre l'activité collective aux intérêts du système économique en place et manipuler les travailleurs en sorte que, bon gré mal gré, ils y coopèrent.

Couramment mise en oeuvre, cette stratégie efficace se déploie en trois temps. D'abord installer le trouble et la discorde dans le personnel en alternant tyrannie et démagogie, en multipliant la concertation sur les détails sans jamais l'accepter sur l'essentiel, en favorisant systématiquement un climat de compétition entre les personnes et les catégories. Ensuite, dissoudre l'angoisse ainsi créée, et qu'attise le contexte de chômage et de précarité, dans un moralisme creux et démobilisateur, proche de l'inspiration sectaire et alimenté par le vocabulaire de la modernité communicationnelle. Enfin, convaincre ceux dont on a ainsi détruit les résistances de la vérité unique, rédemptrice, mais aussi constamment mobile du capitalisme mondialisé.

A lire le petit livre percutant de Jean-Claude Michéa, on ne peut pas douter, même si le terme de *chaos-management* n'y figure pas, de l'étroite parenté des méthodes employées dans l'Éducation nationale et dans les entreprises. La conséquence en est aussi simple qu'effrayante : l'Éducation nationale, en se

mettant au service de ce qu'Alexandre Zinoviev nomme avec bonheur la « *superidéologie du monde occidental* », est en train de perdre son autonomie intellectuelle et pédagogique.

Brillante et informée, la démonstration de cet agrégé de philosophie est accablante. Pourquoi chercherait-on à développer l'intelligence critique quand le savant simplisme de cinq cent politiciens, économistes et scientifiques, réunis à San Francisco en 1995, constate que deux dixièmes de la population suffiront à maintenir l'activité de l'économie mondiale et que, pour assurer la gouvernabilité des huit dixièmes condamnés à l'oisiveté et à l'insignifiance, il ne s'agira plus que d'organiser une gigantesque garderie ? Inutile et dangereux de proposer au plus grand nombre autre chose que ce *tittytainment* qu'invente pour lui Zbigniew Brzezinski, « *cocktail de divertissement abrutissant et d'alimentation suffisante permettant de maintenir de bonne humeur la population frustrée de la planète* ».

En replaçant dans leur perspective politique les choix de l'Éducation nationale, Jean-

Claude Michéa se situe très au-dessus des mises en cause personnelles et des froissements d'amour-propre. Il permet au lecteur de tirer les conséquences de ce que lui suggère son expérience d'enseignant, de parent ou d'élève. En ce sens, L'enseignement de l'ignorance est un livre-boussole. Car les déclarations sucrées et le vocabulaire convivial n'y changeront rien : la crise de l'enseignement est un aspect de l'attentat perpétré contre la culture par l'internationalisme financier. Cette barbarie se reconnaît à ce que, loin de distinguer pour unir, elle distingue pour séparer. Ne pouvant ni ne voulant former aucun dessin éducatif d'ensemble que viendrait diversifier des objectifs pédagogiques différents, elle invente une multiplicité de projets destinés à reproduire, dans les esprits et dans la vie sociale, les hiérarchies imposées par l'argent. Dans cette logique, l'élite scientifique, technique ou managériale bénéficie d'une attention extrême tandis que les exécutants subalternes, rivés à des situations opérationnelles précises, se contentent d'une musette de compétences techniques jetables et que la plupart des citoyens, quand le *tittytainment* leur en laisse le loisir, expérimentent la chaleur humaine des stages bidons et des emplois flexibles. Faut-il le dire ? Ce n'est pas ainsi que vivent les républiques.

Jean SUR

Jean-Claude Michéa - « **L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes** » - Éditions Climats, 1999 - prix franco : 83 F.

La refondation du monde

Il faut aujourd'hui une certaine audace pour mettre en procès le conformisme de plomb qui empêche de poser les questions de fond. Il est entendu, une fois pour toutes, que depuis la chute du mur de Berlin le monde est enfin reparti dans la bonne direction. Certes, la menace des nationalismes régressifs et des fondamentalismes religieux fait peser une ombre sur la marche assurée vers le progrès. Pour l'essentiel tout irait quand même assez bien, les plus rétifs des opposants au libéralisme ralliant de plus en plus le « cercle de raison », jusqu'au représentant le plus charismatique de 68, Daniel Cohn-Bendit... Et bien Jean-Claude Guillebaud a le courage qui consiste à rompre le consensus pour oser dire qu'il y en a marre et qu'il faudrait enfin se remettre à penser.

A penser sérieusement, c'est-à-dire philosophiquement, théologiquement, et non pas en s'insérant dans le discours moralisant qui s'impose aujourd'hui pour mieux éviter de parler des fondements. Pas question non plus de l'insipide débat sur les valeurs ou on ne sait quelle quête de sens qui n'ont d'intérêt qu'à apaiser les ego fragiles, avides de pharmacopées euphorisantes ou calmantes. Penser les fondations de notre monde, c'est se référer à ce qui nous met radicalement en question, en jugement, ce qui nous oblige à rendre raison de ce que nous croyons. Je sais bien qu'il est de mode, ici ou là, de prôner une pensée « modeste », comme si l'écroulement des grandes idéologies du siècle qui s'achève nous contraignait à modérer nos ambitions. « *Une ombreuse méfiance*, dit Guillebaud, *s'exprime désormais à l'égard de toute vérité, toute certitude, toute pensée générale. Injonction nous est faite, à la limite, de ne plus agir avec trop de décision, de ne plus céder au moindre monolithisme de la conviction. On presse chacun de « ne plus croire » véritablement, sous peine d'alimenter un totalitarisme dont l'individu, tôt ou tard, ferait les frais. Ou alors, on s'emploie à ramener toute conviction au rang d'une manie sans conséquence, d'une « préférence » plutôt pittoresque et n'engageant à rien* ».

Qu'a donc à proposer de si déterminant votre Guillebaud, rétorque-t-on, pour faire ainsi le malin ? Critiquer le monde tel qu'il va est tâche plus aisée que celle qui consiste à le faire marcher un peu mieux. Tous ceux qui se sont aventurés à tout repenser de fond en comble n'ont pas si bien réussi que cela, ils nous ont même le plus souvent amenés au naufrage. Piètre esquisse à la question de savoir si le monde dont nous héritons n'a pas été fondé sur autre chose qu'une confiance aveugle à la loi du marché et s'il est négligeable pour des hommes et des femmes de notre temps de pouvoir se dire que d'Athènes ou de Jérusalem a jailli une lumière qui peut nous permettre d'élucider encore ce que c'est que le droit, la justice, la démocratie, l'égalité, la personne, le

par Gérard Leclerc



progrès... Il n'est pas vrai que tout cela soit définitivement acquis et que notre monde est en train méthodiquement d'installer les procédures aptes à diffuser jusqu'aux limites extrêmes les idéaux des Lumières. Ce n'est pas vrai, parce que la préoccupation du monde est de toute autre nature. Elle consiste à instaurer cette fameuse « société ouverte » dont parlait Karl Popper, et qui réclame de lever tous les obstacles à l'expansion du marché. L'ennemi-né du libéralisme c'est le volontarisme constructiviste qui contrecarre le développement naturel de l'économie. Guillebaud montre qu'on n'adhère pas impunément à un tel programme, parce que cette absence de téléologie ne peut pas ne pas se répercuter sur toutes nos représentations. Au bout du compte c'est la volonté de faire une société plus juste qui se trouve détruite avec le déni de toutes les fondations les plus structurantes.

Il y a une incohérence éthique majeure à faire de l'égoïsme, de l'appât du profit individualiste les éléments moteurs du progrès. « *Le cynisme*, dit Jean-François Revel, *est plus tolérant que le fanatisme, et l'intérêt plus accommodant que la croyance* ». Sans doute, mais la logique d'un tel discours finit par ériger le cynisme en norme et la croyance en désordre, ou encore le bien commun et la justice en absurdités. « *A-t-on jamais connu, dans l'Histoire, demande Guillebaud, une civilisation dont le « vice » (selon les propres termes de Mandeville) serait le fondement principal ? Telle est la question. Dans une démocratie de marché intégrale, le « vice » de la cupidité devra être tout à la fois célébré pour son efficacité productive et combattu pour sa dangerosité sociale. Propagande schizophrénique. Mélange instable de cynisme et de moralisme qui aboutira, tôt ou tard, à discréditer le langage lui-même. Comment les mots garderaient-ils un sens s'ils doivent exprimer tout à la fois une chose et son contraire ?* ».

Le discours dominant est terrorisant. « Nous n'avons pas le choix ». C'est la voie anglo-saxonne ou ce sera la voie albanaise. Peu importe que bon nombre d'Américains, et des économistes au premier plan, manifestent leur inquiétude, notamment pour l'avenir d'une société de plus en plus fragilisée. Toute objection se trouve délégitimée qui refuse de se soumettre à la loi d'airain. Plaignez-vous du chômage. On vous dira que ce sera pire encore, si le mouvement de déréglementation ne se poursuit pas. Nous nous précipitons vers une fatalité conduite par une providence aveugle. Nous n'y pouvons rien. Que les inégalités se creusent, que les poches de pauvreté grandissent, que le système carcéral prenne des proportions inquiétantes, tout cela n'existe pas. Et contre tous les principes encore inscrits sur les tables de la loi, on admet le projet d'une société inégalitaire.

Je n'ai qu'effleuré la substance du livre de Guillebaud dont chaque chapitre réclamerait un commentaire substantiel. Ainsi ce qu'il dit du retour du sacrifice et de la vengeance explique on ne peut mieux la façon dont le système judiciaire risque d'être détourné à des fins étrangères à la loi, avec l'individualisation du droit, la prolifération législative, la judiciarisation de la vie sociale, à l'encontre de ce qu'on appelle État de droit et qui n'existe pas sans régulation du bien commun. Oui, il est grand temps, comme nous y invite Jean-Claude Guillebaud de revenir aux concepts fondamentaux de notre histoire et de notre héritage. Repenser ce qu'on appelle « judéo-christianisme » par exemple est une nécessité à l'heure où des irresponsables s'insurgent contre le symbolisme qui structure notre désir. Revenir aux fondements pour refonder le monde - une nécessité absolue.

Jean-Claude Guillebaud - « **La Refondation du monde** », Seuil, prix franco : 140 F.

Héroïque bataille

La bataille de Stalingrad marque le premier coup d'arrêt aux victoires allemandes depuis 1939. Elle fut gigantesque. D'un côté la puissante Wehrmacht commandée sur le terrain par des officiers hautement qualifiés, de l'autre, des troupes soviétiques aux effectifs inépuisables, malgré des désertions massives, animées d'un esprit de résistance farouche.

À la tête des premières, Hitler accumulant les erreurs stratégiques, perçues par un état-major impuissant à réagir. À la tête des secondes le glacial Staline, méfiant, redouté par tous, paralysant aussi toute initiative de ses officiers généraux étroitement surveillés par les commissaires politiques du NKVD. L'enjeu est hautement symbolique et des centaines de milliers de combattants périrent pour cette ville en ruine au nom si prestigieux. Le temps passe, l'armée allemande n'est plus qu'à quelques dizaines de mètres de la Volga. Staline, enfin convaincu du proche désastre, laissera finalement agir ses officiers ; ce sera le succès de la contre-offensive de Joukov et la capitulation de la 6^e armée de Paulus.

Le récit de cette fantastique bataille, écrit par un ancien officier anglais nous vaut un livre considérable qui comblera les amateurs du genre. Les archives russes étant ouvertes l'auteur y a puisé en abondance donnant un éclairage nouveau et d'un très grand intérêt à un épisode fondamental de la II^e guerre mondiale trop connu à travers le prisme déformant de la propagande soviétique.

Michel FONTAURELLE

Antony Beevor - « Stalingrad » - Éditions de Fallois - prix franco : 147 F.

Le temps de l'aveuglement

Le dernier volume des carnets du cardinal Alfred Baudrillart (mai 1941-avril 1942) vient de paraître (1). Encore plus passionnant que les autres, il montre un homme intelligent et bon qui se déconsidère par aveuglement politique.

Il y a quelques années, un catalogue des livres parus sous l'Occupation (2) faisait la part belle à des brochures collaborationnistes du cardinal Alfred Baudrillart, recteur de l'Institut catholique de Paris depuis 1907. On se disait que si celui-ci n'était pas mort en 1942, il aurait été jugé à la Libération...

Comment cet homme, né en 1859, ayant connu tous les honneurs religieux et universitaires, élu à l'Académie française en 1918, officier de la Légion d'honneur, comte romain... a-t-il pu sombrer dans des textes de circonstance aussi peu clairs, voyants, se laissant embrigader au service de la LVF (3) et croyant fermement à la victoire finale de l'Allemagne, voire l'espérant par crainte des bolcheviques. Était-il aveuglé par son ressentiment à l'égard des Anglo-saxons ? Plaçait-il sa volonté de sauver l'Institut catholique au-dessus de sa propre honorabilité ? Ou bien était-il devenu gâteux, ainsi que le disait à l'époque Radio Londres ? On le voit en effet durement touché par la maladie, impotent, à moitié aveugle, se laissant manipuler par son entourage, son vice-recteur, des amis nettement plus compromis que lui, écoutant des agents d'influence qui lui serinaient que Hitler avait abandonné son hostilité au catholicisme...

Et pourtant la lecture de ces

derniers carnets (Alfred Baudrillart s'est astreint à tenir un journal quotidien depuis les premiers jours de la guerre de 14 jusqu'aux dernières semaines de sa vie), montrent une intelligence toujours vive, racontant avec verve et parfois humour des anecdotes du Paris occupé. On y découvre un Baudrillart très actif, participant chaque semaine à la séance de l'Académie française et au conseil de l'Archevêché de Paris, se déplaçant grâce à sa voiture et aux bons d'essence que ses hautes fonctions lui garantissaient. On ne peut se défendre d'une certaine sympathie pour ce personnage haut en couleurs. D'autant plus qu'il reste manifestement un saint prêtre et un homme attentif à la vie et aux malheurs des autres.

L'universitaire qui a établi et annoté l'édition des carnets, au prix d'un travail qu'on imagine colossal, s'y laisse prendre et décèle chez le cardinal certains doutes sur le bien-fondé de ses prises de position. Et il se prend à rêver que, si le cardinal avait vécu encore un ou deux ans, il aurait tourné casaque, serait peut-être mort fusillé par les Allemands. Il est vrai qu'on voit Baudrillart furieux contre les mesures antisémites les plus odieuses. Il est vrai aussi que le cardinal n'hésite pas à intervenir, voire à se compromettre auprès des Allemands pour essayer de sauver des Français dont il n'approuve

pourtant pas les engagements...

Mais tout de même, quel entêtement dans l'erreur ! Car les avertissements ne lui ont pas manqué. Parce qu'il avait beaucoup voyagé, parce qu'il recevait chaque jour dans son salon de nombreuses personnalités, le recteur s'imaginait qu'il pouvait se forger, seul, une opinion plus valable que n'importe qui. Ah ! il pouvait faire le fier, mettre à la porte avec colère untel qui venait lui parler du comte de Paris, juger de haut ce qu'on voulait bien lui dire des prises de position du prince Napoléon, se moquer de camelots du roi qui voulaient s'en remettre à Sainte-Thérèse de Lisieux... ses prises de position publiques à lui furent parmi les plus stupides et odieuses de l'époque. Défaite de la culture ! Paradoxe du cloisonnement qui peut exister chez une même personne entre les qualités morales, les qualités intellectuelles et le sens politique. Grande leçon de modestie pour tous ceux qui s'imaginent détenir la vérité en politique.

François GENEST

(1) « Les Carnets du cardinal Alfred Baudrillart - 20 mai 1941-14 avril 1942 », texte présenté, établi et annoté par Paul Christophe, Cerf, 1999, 440 pages, prix franco : 230 F. Le précédent volume, couvrant la période 11 avril 1939-19 mai 1941, est disponible au prix de 275 F franco. Les deux volumes ensemble : 488 F franco.
(2) Agathon, « Guidecargus du livre politique sous l'Occupation », 1990, Ed. Cercle Franco-hispanique.
(3) LVF (Légion des Volontaires français contre le bolchevisme) - Formation militaire constituée en juillet 1941 et qui, sous l'uniforme allemand et sous le commandement de la Wehrmacht, partit se battre sur le front russe.

POT de RENTRÉE

Sympathisants, amis et lecteurs sont cordialement invités à venir boire avec nous le verre de l'amitié,

le samedi 2 octobre à partir de 19 h
dans les locaux du mouvement, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

A 20 h : allocution de Bertrand Renouvin

FORMATION

L'IFCCE organise à Angers les 23 et 24 octobre une session de formation de politique appliquée dont le thème sera « La souveraineté ».

La naissance d'un courant « souverainiste », les ambiguïtés qui l'entourent, les récents succès politiques de gens qui s'en réclament ont placé cette question au cœur de l'actualité. Pour faire le point, pour clarifier les termes du débat, pour cerner ses enjeux, différents ateliers sont prévus : Définition de la souveraineté, Puissance souveraine et protection des citoyens, Les formes du rejet de la souveraineté, La nation souveraine et les organes internationaux.

La session est ouverte à toute personne voulant se familiariser sérieusement avec une notion fondamentale de la vie politique.

Renseignements pratiques : la session a lieu du samedi 14 h au dimanche 16 h à Angers. Prix de la session comprenant le logement et les repas : 360 F, prix spéciaux pour chômeurs ou étudiants. Inscription (obligatoire) auprès de l'IFCCE, 13 Sq. J.-B. Clément, 49000 Angers. Tél. : 02.41.48.95.03.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site Internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

INTERNET

Notre « liste de diffusion » qui permet d'être tenu au courant des activités royalistes connaît un vif succès. Les dépêches que nous envoyons aux abonnés de la liste peuvent aussi bien contenir des renseignements pratiques (réunions, nouvelles parutions) que des nouvelles brèves sur le royalisme français, l'action des Princes, etc. Pour s'abonner à la liste rien de plus simple : ce service est gratuit, il suffit de nous envoyer un mél (royaliste@multimania.com) en nous faisant part de votre désir et en nous donnant votre adresse électronique.

ABONNEMENT-ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ?

Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

♦ **Mercredi 6 octobre** : A la mort du comte de Paris, la prise de fonction, simplement conforme au droit dynastique, du comte de Clermont, a fait taire les supputations malveillantes et renvoyé aux études historiques les passions qui agitaient certains royalistes. Une situation nouvelle apparaît, dont il faut prendre conscience. Peut-elle transformer à terme l'idée complexe que les Français se font de la tradition monarchique ? Quelles sont les « Perspectives du mouvement royaliste » et que pouvons-nous raisonnablement espérer ? En historien du royalisme, en témoin et en militant, Bertrand RENOUVIN répondra aux questions que se posent les adhérents de la NAR et tous ceux qui s'interrogent sur le sens de l'action royaliste.

♦ **Mercredi 13 octobre** : Philosophe, sociologue, auteur d'un remarquable ouvrage sur

Mai 1968, Jean-Pierre LE GOFF est de retour parmi nous ! Cette fois, c'est pour dénoncer « La barbarie douce » qui progresse dans les entreprises et dans les établissements d'enseignement. Il s'agit d'une idéologie séduisante, à la jointure du néo-libéralisme et de l'esprit libertaire, qui prétend développer « l'autonomie » et la « transparence », mais qui engendre l'angoisse et provoque la décomposition sociale. Pour détruire ce système pervers, il importe de l'examiner de près.

♦ **Mercredi 20 octobre** : Avocat célèbre, membre de l'Institut, docteur en philosophie (il a été l'élève de Pierre Boutang à la Sorbonne), Jean-Marc VARAUT poursuit de livre en livre une réflexion sur la politique, le droit, la justice. Dans son dernier ouvrage, il se prononce délibérément « Pour la nation », sans pour autant céder aux nostalgies jacobines et aux délires racialisants. Le regard que porte sur la France cet héritier des valeurs (et des préjugés !) de la droite monarchiste libérale, mérite toute notre attention, et sa conférence nous permettra de préciser nos accords et nos désaccords avec cette droite patriote qui n'a pas renoncé à penser.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Face aux États-Unis

Opérations militaires à tous égards catastrophiques menées par l'OTAN contre la Yougoslavie ; taxation maximale appliquée à certains de nos produits par le gouvernement américain ; influence désastreuse exercée par les gestionnaires des fonds de pension anglo-saxons sur les décisions de nos industriels ; ouverture prochaine d'un nouveau cycle de négociations dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce ; menaces permanentes et multiformes qui pèsent sur la culture française et européenne. De toute évidence, nous voici exposés, en un même temps, à toutes les formes d'une hégémonie américaine qui procède d'une considérable puissance économique et guerrière, mais aussi du déséquilibre provoqué par l'effondrement de l'empire soviétique.

Opposés depuis notre fondation à l'impérialisme américain, nous n'avons pas attendu les événements de ces derniers mois pour appeler à la résistance contre la politique des États-Unis (1). Nous avons à mener une bataille intellectuelle contre une idéologie étrangère à la culture européenne, fondamentalement raciste, qui produit le contre-modèle d'une société de ségrégation sociale, impitoyable pour les faibles.

Nous devons livrer un combat politique contre une puissance impériale, vouée à la défense de ses seuls intérêts, poussée par sa logique propre à la domination, et redoutablement agressive comme on a pu le vérifier à maintes reprises - en Amérique latine tout particulièrement.

Nous sommes engagés dans une confrontation économique majeure, qui prend la forme d'une guerre commerciale, menée par un État passé maître dans le chantage, l'espionnage et la corruption - ce qui devrait exclure toute forme de complicité et de complaisance.

Nous participerons donc aux campagnes et aux manifestations organisées contre l'hégémonie américaine, et nous serons, comme par le passé, solidaires



des peuples qui veulent se libérer de l'emprise des États-Unis.

Cette ligne de conduite est connue. Il faut encore la clarifier sur un point : pas plus qu'aux passions anti-allemandes qu'on cherche aujourd'hui à réveiller (2) nous ne céderons aux facilités du nationalisme anti-américain.

Nous n'avons pas participé aux manifestations organisées contre une chaîne américaine de restauration rapide car les réactions contre des produits alimentaires et culturels américains, aussi compréhensibles soient-elles, sont par trop épidermiques. Si la santé de la population est menacée, si certains produits doivent

être surtaxés en réponse aux intimidations commerciales américaines, c'est au gouvernement français de prendre ses responsabilités.

Nous excluons toute forme d'hostilité à l'égard du peuple américain, lui aussi victime de la politique faite en son nom, et nous rejetons toute forme d'ostracisme culturel. Il serait désastreux que quelques firmes de New-York et de Hollywood dominant et normalisent totalement les marchés cinématographique et littéraire pour des motifs de rentabilité financière. Mais il serait absurde et scandaleux de proscrire le cinéma américain, la littérature américaine, la peinture américaine, qui participent de la culture universelle.

Notre combat est et restera strictement politique. Il n'interdit pas, au contraire, les débats que nous avons entre nous et avec nos amis sur la nature et sur l'évolution de la puissance des États-Unis. Il doit viser autant les États-Unis que les milieux dirigeants français et européens qui ont complètement intégré l'univers mental et culturel américain comme l'a montré Régis Debray (3) dans un article magistral, et qui se contentent de chercher une installation confortable à l'intérieur du système américain. Entre la politique européenne de sécurité et l'OTAN, entre la coopération économique sur le continent européen et l'atlantisme, entre l'imitation des comportements américains et l'affirmation de la culture française et européenne, il faut choisir. La mobilisation des citoyens contre l'hégémonie américaine n'aura ni sens ni portée si elle n'aboutit pas au renforcement des États souverains, alliés pour leur délivrance.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. la motion « Combattre l'hégémonie américaine » votée lors du 17^e congrès de la NAR, Royaliste, n° 704, 23 mars - 5 avril 1998.

(2) cf. l'éditorial du n° 722.

(3) *Le Monde* du 1^{er} avril 1999.